

Futur cadre européen énergie-climat-compétitivité

Position du groupe

- Total est convaincu de l'importance du sujet climatique et de l'effet de serre, tels que décrits par la grande majorité des scientifiques. Total est en faveur d'un accord international sur la limitation des émissions de gaz à effet de serre global, progressif et n'introduisant pas de distorsion de concurrence.
- Total considère que la réponse au défi du changement climatique doit être compatible avec la nécessité de satisfaire les besoins en énergie de tous, à un coût acceptable.
- Les progrès en efficacité énergétique, le développement des énergies renouvelables, le captage et le stockage géologique du CO₂, ont un rôle important à jouer et l'ambition de Total est de contribuer à ces évolutions. Cependant, compte-tenu des besoins en énergie, même avec d'importants et rapides progrès dans l'utilisation de ces énergies et en efficacité énergétique, les énergies fossiles garderont pour plusieurs décennies encore une part prépondérante dans le mix énergétique mondial primaire (estimée à 75 % en 2035).

Pour l'Europe.

- Les objectifs de réduction des émissions européennes pour 2020 sont en bonne voie d'être atteints. La mise en application du système européen des quotas de CO₂ (EU-ETS) à partir de 2005, fondée sur un objectif de réduction des émissions en volume à un coût optimal, a contribué à réduire les volumes d'émissions de CO₂ de l'Europe. Aux efforts réalisés par l'industrie, se sont également rajoutés les baisses d'activité industrielles résultant de la crise économique, permettant d'atteindre ce résultat avec un coût des émissions de CO₂, déterminé par le marché, plus faible que celui qui avait été anticipé avant la crise.
- Ce système n'a et ne donne pas cependant une visibilité suffisante pour permettre d'anticiper l'évolution à moyen et long terme des cours de quotas de CO₂.
- La part des émissions de CO₂ de l'Europe dans le monde a régulièrement baissé : elle est actuellement de 11 %. Parallèlement il y a eu peu d'évolution quant aux contraintes sur les émissions de gaz à effet de serre en dehors de l'Europe : les risques d'écart de compétitivité entre l'industrie européenne et les autres, ainsi que de délocalisations des émissions hors d'Europe (qui sont contre-productives par rapport à un objectif de réduction mondial des émissions de Gaz à Effet de Serre) persistent donc.

TOTAL préconise les évolutions suivantes.

Clarification des ambitions et cadre réglementaire post 2020

- Clarifier les ambitions et le cadre réglementaire qui s'appliqueront en Europe, au-delà de 2020, sur les secteurs actuellement couverts par l'EU-ETS ainsi que sur les autres secteurs. Ils doivent (i) permettre le contrôle et la réduction des émissions GES, à un coût optimisé, (ii) être stables et crédibles sur le long terme, (iii) permettre d'assurer la sécurité des approvisionnements et la compétitivité économique.
- Fixer (i) un objectif européen de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030, dont la valeur quantitative doit être modulable, selon des règles clairement définies, selon les contraintes sur les émissions que se fixeront les autres principaux pays émetteurs de gaz à effets

de serre, ainsi que (ii) des objectifs à caractère indicatif portant sur les principaux leviers d'action de réduction (tels que énergies renouvelables, efficacité énergétique, mobilité, habitat ...) qui serviront de guide et de référence aux politiques à mettre en place, en s'assurant de leurs cohérences.

Amélioration de la visibilité sur le coût des émissions de gaz à effet de serre en Europe

- Faire évoluer les mécanismes de fixation du coût des émissions de CO2 en Europe afin d'en améliorer la visibilité à moyen et long terme, dans le cadre d'une gouvernance claire et stable permettant de s'adapter à des situations différant des prévisions, et rechercher une compatibilité avec les autres mécanismes de limitations des émissions présents ou à venir hors de l'Europe ;
- Lier les contraintes sur les émissions des secteurs exposés à la compétition internationale à l'évolution de ces contraintes dans les autres pays partenaires de l'Europe, de façon proportionnelle, afin de préserver les secteurs industriels exposés aux fuites de carbone, et d'éviter une délocalisation des émissions ;
- Clarifier les règles qui s'appliqueront aux secteurs non industriels, en privilégiant les mesures incitatives à l'innovation sur l'efficacité énergétique.

Mettre en place une réglementation spécifique pour le secteur de la génération électrique

- Adapter la réglementation afin de renforcer de façon spécifique la contrainte sur les émissions de gaz à effet de serre dans la génération électrique, pour inciter à l'utilisation des énergies les moins émettrices de CO2, dont le gaz naturel, dont la souplesse d'utilisation est également adaptée à des sources d'énergie plus intermittentes.

Développement des énergies renouvelables

- Poursuivre le développement des énergies renouvelables en s'assurant que leur niveau de pénétration dans le mix énergétique soit bien la conséquence de leurs propres mérites de compétitivité, y compris les bénéfices liés à la réduction des émissions de gaz à effet de serre apprécié sur la totalité de leur cycle de vie, plutôt que le résultat d'objectifs fixés à priori.



Post-2020 European Climate-Energy-Competitiveness Framework Total Position

- Total is convinced that climate change and the greenhouse effect, as described by the vast majority of scientists, are key concerns. Total favors an international agreement that (i) controls global greenhouse gas emissions, (ii) is implemented gradually and (iii) does not distort competition.
- Total believes that efforts to address climate change must be compatible with the need to provide an adequate supply of affordable energy to all.
- Major gains in energy efficiency, strong growth in renewable energies, development of carbon capture and storage have a major role to play, and Total wants to help drive their progress. However, given energy demand, even with important growth and fast progress on renewable energies and energy efficiency, fossil fuels will continue to dominate the world's primary energy mix for several additional decades, accounting for an estimated 75% of energy consumption in 2035.

For the European Union

- The European Union is on track to meet its emission reduction targets for 2020. The launch in 2005 of the EU's Emission Trading System (EU-ETS) based on carbon allowances designed to reduce the volume of emissions at optimal cost, has helped cut Europe's total carbon emissions. Industry efforts combined with the economic downturn have made it possible to achieve this goal at a lower market-set carbon price than anticipated prior to the crisis.
- However, the ETS has not and still does not provide enough visibility to forecast medium and long-term CO₂ quotas price trends.
- The European Union's share of global carbon emissions has fallen steadily and now stands at around 11%, with a continuing decreasing share trend. At the same time, greenhouse gas limits or caps outside Europe still stand far behind, which means that there is still a risk of putting European industry at a competitive disadvantage relative to industry elsewhere and of exporting emissions outside Europe — a counterproductive move when the goal is to cut global worldwide greenhouse gas emissions.

Total's recommendations

Clarification of Europe ambitions and regulations post 2020

- Clarify the climate-energy targets and regulations applicable in the European Union after 2020, in sectors presently covered by the EU-ETS and other sectors. They should (i) support greenhouse gas monitoring and reduction at optimal cost, (ii) be stable and credible in the long term; and (iii) allow for a secure energy supply and economic competitiveness;
- Fix (i) a European objective to reduce GHGs emissions in 2030, whose value should be adaptable, according to clear pre-defined rules, consistent with the constraints on emissions that the main greenhouse

gas world emitters will decide, and (ii) indicative objectives on the others main related domains (renewable energies, energy efficiency, mobility, buildings, ...) which will act as reference for policies to be put in place, making sure of their coherence.

Visibility improvement of green houses gases emissions cost in Europe

- Adapt the greenhouse gas emission cost mechanism in order to improve its medium and long-term visibility, under clear and stable governance rules, enabling adaptation to actual economic conditions which could differ from forecast, and strive to make them compatible with other current or future emission capping systems outside the European Union.
- Link the emission constraints for sectors exposed to international competition to the evolutions of such constraints in the EU partner countries, to keep them proportionate, in order to protect industrial sectors exposed to carbon leakage and prevent delocalization of emissions outside the EU.
- Clarify the rules that will apply to non-industrial sectors, giving priority to incentives that will drive innovation in energy efficiency

Implementation of a specific regulation for the power generation sector

- Adapt regulations to specifically reinforce the constraints on power generation sector greenhouse gases emissions, to incentivize the use of less emitting energy sources, including natural gas, which flexibility of use qualifies it to complement intermittent energy sources.

Renewable energy development

- Keep developing renewable energies while making sure that their growing share of the energy mix is a result of their intrinsic competitiveness, including their greenhouse gas reduction benefits evaluated on their life cycle, and not of fixed targets assumed to be desirable.